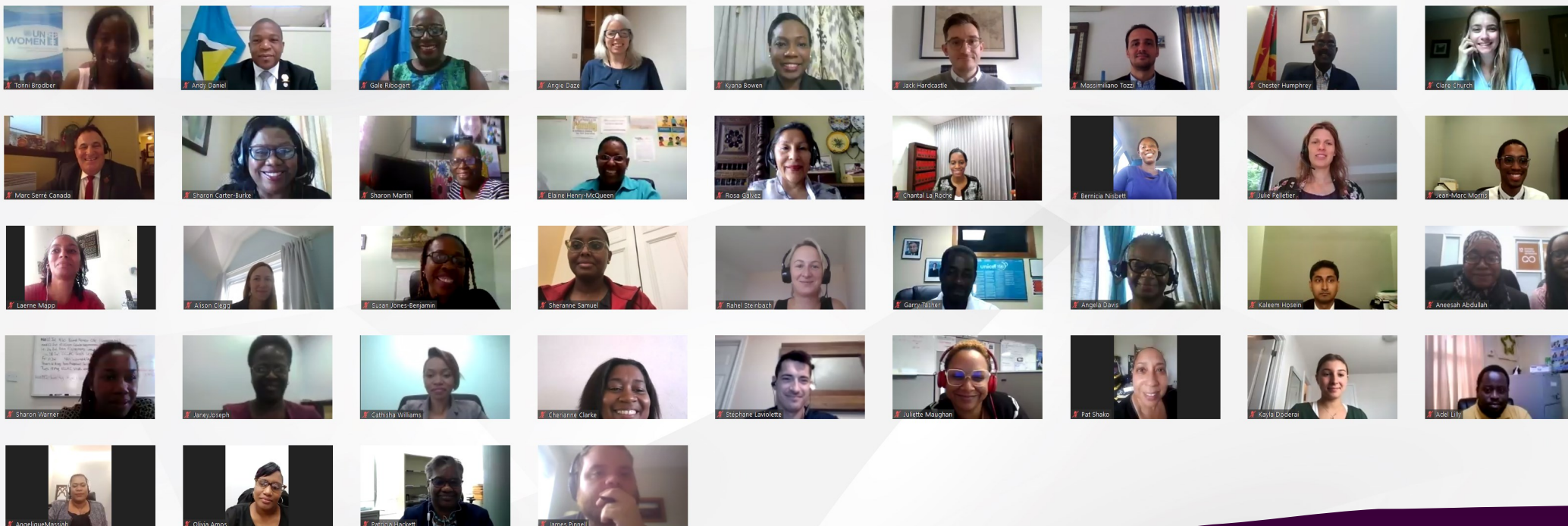




Sensibilité au genre et résilience aux catastrophes pendant la crise de la COVID-19 (en anglais)

#Covid19 #ParlAmericasGEN #ParlAmericasCC

La réunion virtuelle sur le thème [Sensibilité au genre et résilience aux catastrophes pendant la crise de la COVID-19](#) a été organisée en collaboration avec le Bureau multipays pour les Caraïbes d'ONU Femmes et le Parlement de Sainte-Lucie. Elle a favorisé le dialogue entre parlementaires, fonctionnaires des parlements, membres des équipes techniques et représentantes et représentants de la société civile sur les inégalités de genre au niveau des impacts subis et des expériences vécues dans le cadre des situations d'urgence causées par divers risques. Elle a également examiné comment incorporer une perspective de genre aux mesures de prévention, d'intervention et de récupération afin d'assurer que les besoins différenciés qui surgissent soient satisfaits, dans l'objectif de renforcer la résilience aux catastrophes.



Accédez à l'enregistrement de la séance [ici](#) (en anglais).

THÈME

Intégrer des considérations transformatrices en matière de genre à la gestion des catastrophes pour créer des sociétés résilientes et inclusives

LOCALISATION

Réunion virtuelle

DATE

22 juillet 2020

PARTICIPANTS

Plus de 85 parlementaires, fonctionnaires des parlements, membres des équipes techniques et représentantes et représentants de la société civile provenant de 15 pays



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 9, 10 et 13.

Résumé

La réunion en ligne a été inaugurée par Mme **Tonni Brodber**, responsable adjointe du Bureau multipays (MCO d'après son sigle en anglais) pour les Caraïbes d'ONU Femmes ; l'hôte de la réunion, l'honorable **Andy Daniel**, président de l'Assemblée législative (Sainte-Lucie) et vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas ; et la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas. L'honorable Dr **Gale Rigobert** (Sainte-Lucie), ministre de l'Éducation, de l'Innovation, des Relations de genre et du Développement durable a animé la réunion.

Les débats de la réunion ont été alimentés par des présentations sur les inégalités de genre dans les situations de catastrophe et de crise s'appuyant sur l'expertise de Mmes **Angie Dazé** de l'Institut international du développement durable (IIDD) et **Kyana Bowen** du MCO pour les Caraïbes d'ONU Femmes. Mme **Elizabeth Riley** de l'Agence caribéenne de gestion des catastrophes et des réponses aux urgences (CDEMA d'après le sigle en anglais) a ensuite évoqué les différences entre les types de risques et les méthodes d'intervention nationales. Les participantes et participants se sont également vus présenter le projet EnGenDER par M. **Massimiliano Tozzi** du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), qui met en relation ces thèmes et montre comment une approche holistique et inclusive en termes de genre de la réduction des risques liés aux catastrophes et au changement climatique permettra d'accélérer une évolution positive et d'atteindre un impact majeur.

En outre, de brefs exposés ont décrit les ressources développées à l'attention des parlementaires. **M. Jack Hardcastle** a introduit une trousse d'outils récente sur le changement climatique de l'Association des parlementaires du Commonwealth (APC), conçue spécifiquement pour les petits États insulaires. L'honorable président Daniel a mentionné les publications co-rédigées par ParlAmericas, [COVID-19 : une analyse de l'agenda législatif et le centrage de l'égalité des genres dans les réponses législatives](#) et [Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique](#).

Tonni Brodber, responsable adjointe du Bureau multipays pour les Caraïbes d'ONU Femmes



« Les impacts sanitaires et économiques de la crise de la COVID-19 ne peuvent être envisagés isolément. Comme c'est le cas pour d'autres catastrophes, ces impacts se font sentir différemment pour divers groupes de personnes, de sorte que le renforcement de la résilience doit être axé sur le traitement, la réduction et si possible l'élimination complète des inégalités qui risquent de s'approfondir et de décupler les difficultés pour nous. »

« Il est impossible d'être résilient face aux catastrophes sans réfléchir à la façon dont les risques ont une incidence différente sur nos vies ; nous ne sommes pas tous identiques, et d'ailleurs toutes les femmes ne sont pas identiques. Comme Audre Lorde l'a dit un jour, « ce ne sont pas nos différences qui nous divisent. C'est notre incapacité à reconnaître, accepter et célébrer ces différences. » Intégrer les questions de genre à la réponse humanitaire et renforcer l'autosuffisance et l'autonomisation des femmes entraîne une amélioration des résultats humanitaires. Planifier, préparer et atténuer les catastrophes en tenant compte des réalités vécues par les hommes, les femmes, les garçons et les filles est une forme de programmation transformatrice en matière de genre. »



L'honorable **Gale Rigobert** (Sainte-Lucie), ministre de l'Éducation, de l'Innovation, des Relations de genre et du Développement durable

Ces présentations ont été suivies d'un dialogue fructueux et d'une période réservée aux questions pendant laquelle les participantes et participants ont partagé les bonnes pratiques mises en œuvre par leurs institutions respectives, notamment des approches pour faire face à la crise de la COVID-19. Le débat a également mis en évidence l'endettement croissant de la région et les défis posés par les mesures actuellement utilisées pour évaluer l'éligibilité à l'aide au développement officielle.

La réunion s'est achevée par les remarques du président du Sénat **Chester Humphrey** (Grenade), vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas, et de Mme **Tonni Brodber**. Les deux orateurs ont souligné la nécessité d'une approche plus holistique de la résilience dans les Caraïbes, en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable et de réduire les inégalités sociales qui exacerbent la vulnérabilité aux catastrophes de la région.

La réunion est la première d'une série planifiée par ParlAmericas et le MCO pour les Caraïbes d'ONU Femmes dans le but de travailler avec les décideurs politiques et les parlementaires dans les Caraïbes pour soutenir l'adoption de mesures résilientes et sensibles au genre de lutte contre les catastrophes.

« Les économies basées sur le tourisme comme la nôtre et celles de toute la région des Caraïbes disposent de filets de sécurité sociaux limités. Cela signifie que nos peuples, notre économie et notre avenir risquent davantage d'être ruinés par la COVID-19 que ceux d'un pays doté d'une économie plus diversifiée. Les données nous indiquent que la COVID-19 a entraîné la perte d'environ 14 000 emplois dans le secteur du tourisme, dont plus de 75 % étaient occupés par des femmes [dans le cas de Sainte-Lucie]. En outre, nous nous trouvons dans une saison qui loin d'apporter joie et bonne humeur, suscite la crainte : la redoutée saison des ouragans. Ces réalités exigent que nous nous préparions et que nous réagissions aux catastrophes à venir de façon différente. »

Membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas



L'honorable **Andy Daniel** (Sainte-Lucie), président de l'Assemblée législative, vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, hôte de la réunion



« ParlAmericas croit profondément en l'importance d'examiner toutes les questions en adoptant les perspectives de l'égalité des genres et de la durabilité. Cette réunion ouvre un espace pour un dialogue critique et collaboratif entre divers acteurs de la région sur la manière d'agir face aux différentes formes de catastrophe, qui doit être éclairée par les besoins des femmes et des groupes vulnérables, et inclusive dans sa conception et sa mise en œuvre. »

Gender inequality in disaster and crisis situations

La première [présentation](#) par Mme **Angie Dazé**, associée de la division sur la résilience et l'adaptation au changement climatique de l'IIDD, a souligné qu'il est d'abord essentiel de comprendre que les personnes ressentent les impacts des catastrophes et du changement climatique de différentes façons en fonction du lieu où elles vivent, de leur type d'emploi et des rôles qu'elles jouent dans leur famille et leur communauté. La vulnérabilité est également influencée par des facteurs socialement déterminés et des caractéristiques personnelles comme l'âge, l'existence d'un handicap, l'ethnicité et l'orientation sexuelle, qui déterminent l'accès à des opportunités et des services donnés. Ces différences importent lorsqu'il s'agit de renforcer la résilience, car elles doivent être prises en compte dans la planification et l'investissement pour que personne ne soit laissé pour compte. Mme Dazé a décrit trois éléments caractérisant l'application d'une approche sensible au genre : reconnaître les différences de genre en termes de besoins et de capacités dans la gestion des risques climatiques et de catastrophe ; assurer l'influence et la participation équitables du point de vue du genre dans les processus de planification et de prise de décision ; et garantir un accès équitable au financement. Elle a conclu en évoquant certains travaux de l'IIDD dans ce domaine, notamment l'élaboration d'une «[Boîte à outils pour un processus d'élaboration et de mise en œuvre de plans nationaux d'adaptation \(PNA\) qui répond aux questions de genre](#)». Elle a aussi présenté les travaux futurs en collaboration avec le MCO pour les Caraïbes d'ONU Femmes dans le cadre du projet EnGenDER, qui consistent à analyser les biais individuels et institutionnels relatifs au genre dans les organismes de coordination de la gestion des risques liés au changement climatique et aux catastrophes dans les Caraïbes.

« Nombre des personnes les plus vulnérables aux risques climatiques et de catastrophes sont exclues ou n'ont que peu de pouvoir d'influence sur les mesures prises dans leur communauté ou leur pays. Un renforcement efficace de la résilience rassemble tous les acteurs autour de la table, en reconnaissant la valeur de leurs connaissances et leur potentiel comme agents de changement. »



Angie Dazé, associée de la division sur la résilience et l'adaptation au changement climatique, IIDD

Poursuivant la séance, Mme **Kyana Bowen**, chargée de programme portant sur la réduction des risques liés aux catastrophes, le changement climatique et les actions humanitaires au MCO pour les Caraïbes d'ONU Femmes, [a consacré sa présentation](#) aux questions d'égalité des genres dans les situations de catastrophe et de crise et à la possibilité pour la région de devenir plus transformatrice en matière de genre via les actions de préparation, d'intervention et de relance. Elle a noté que les Caraïbes comptent parmi les zones les plus exposées aux risques naturels du monde ; ces risques sont encore exacerbés par le changement climatique.

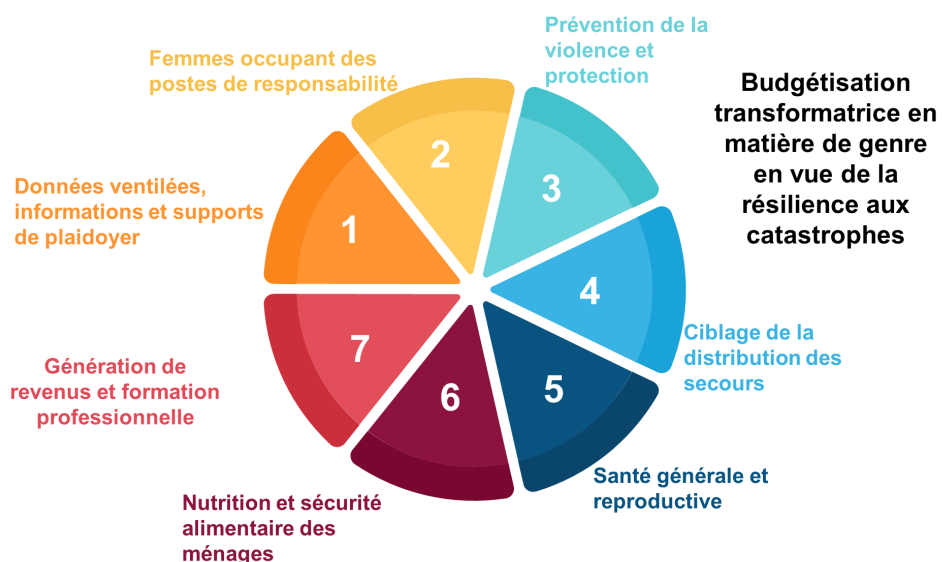
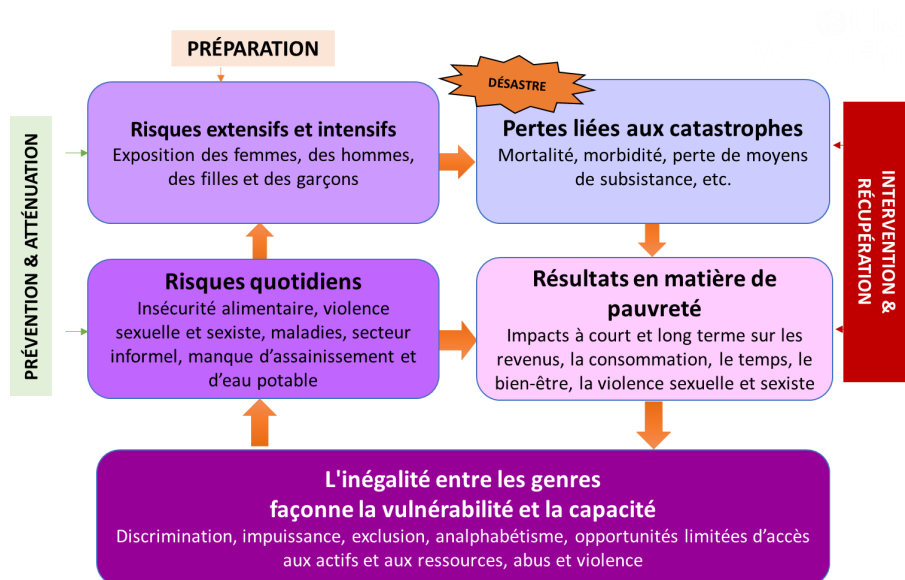
Kyana Bowen, chargée de programme portant sur la réduction des risques liés aux catastrophes, le changement climatique et les actions humanitaires au MCO pour les Caraïbes d'ONU Femmes



« Lorsque nous examinons la formation professionnelle, nous nous demandons en réalité : comment nous assurer que des hommes comme des femmes occupent des postes qui promeuvent la résilience aux catastrophes, combien d'hommes et de femmes ont des fonctions de première intervention, et combien de ceux-ci travaillent dans des secteurs fortement vulnérables aux chocs ? Par exemple, si la majorité des femmes travaillent dans le secteur touristique et elles sont les premières à être licenciées après l'impact du risque, qu'est-ce que cela implique pour leur capacité à générer des revenus et la nécessité que l'État envisage des programmes de reconversion ? »

Dans sa présentation, Mme Bowen a montré comment la gestion et la réduction des risques de catastrophe transformatrices en matière de genre doivent envisager les risques et les besoins quotidiens. Cela exige que la prise de décision soit informée par des données ventilées par sexe dans tous les secteurs (y compris la violence sexiste, qui peut augmenter quand la population subit l'impact de risques comme la COVID-19), avec une analyse pertinente et la mise en œuvre de la [budgétisation sensible au genre](#) (en tenant compte des sept aspects décrits dans le graphique). Mme Bowen a souligné l'importance d'assurer que les difficultés existantes ne s'aggravent pas lors de l'examen de la répartition des ressources. Elle a donné l'exemple d'accorder la priorité à la fourniture de trousseaux d'hygiène dans les communautés ayant les plus fortes proportions de femmes et de filles.

Elle a expliqué que le MCO d'ONU Femmes a soutenu la production de masques en tissu par des femmes et des hommes en tant qu'activité d'autonomisation économique, et a également aidé les [agricultrices en Dominique](#) à vendre leurs produits en ligne, y compris via Facebook et WhatsApp. Mme Bowen a également partagé les mémos sur les politiques que le Bureau a développés pour fournir un soutien technique sur [l'économie des soins](#), [les lignes directrices concernant les refuges](#), [la résilience aux ouragans](#), et [l'autonomisation économique](#).

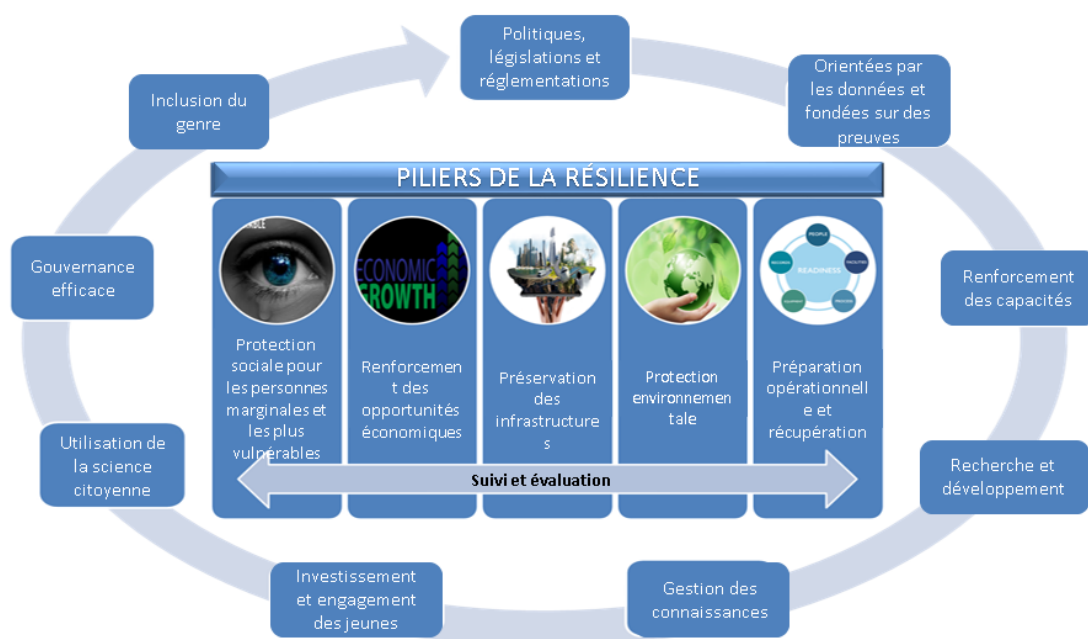


Différences entre les types de risques et les méthodes d'intervention nationales

Mme **Elizabeth Riley**, directrice exécutive adjointe de CDEMA, a commencé sa [présentation](#) en décrivant les différents types de risques et les tendances des systèmes météorologiques observées. Ces systèmes battent des records en permanence (comme constaté lors des ouragans Irma et Dorian) et leur taux d'intensification augmente.

La présentation de Mme Riley a également évoqué les impacts de la COVID-19 et les réponses à ceux-ci dans les Caraïbes, en révélant que les pays n'étaient pas suffisamment préparés pour affronter une pandémie. Elle a remarqué que contrairement aux risques hydro-météorologiques, les risques biologiques sont des problèmes de santé publique qui exigent que le secteur de la santé soit suffisamment préparé et robuste pour gérer une pandémie et fournisse des données adéquates, ventilées par genre, afin d'informer les décisions politiques.

La dernière section de la présentation a discuté le scénario complexe d'environnement multirisques auquel est actuellement confrontée la région. Mme Riley a signalé que la saison des ouragans de cette année devrait être plus violente que la moyenne, ce qui a pour résultat des scénarios opérationnels complexes. La double menace de la pandémie de COVID-19 et de la saison des ouragans risque de compromettre le [mécanisme de réponse régional](#), qui est basé sur la coopération horizontale entre les pays des Caraïbes. En outre, les priorités nationales et les marges budgétaires limitées pourraient retarder ou bloquer le soutien traditionnel. Les protocoles sanitaires auront un impact sur la rapidité des interventions et des fonctions essentielles telles que les refuges, la gestion des secours, l'évacuation et les opérations de recherche et sauvetage. Pour faire face à ces évolutions, elle a remarqué que les refuges devront modifier leur fonctionnement et fournir des formations pour que leurs équipes tiennent compte des questions de genre et de protection de l'enfance. De plus, elle a révélé que l'utilisation des drones et de l'imagerie satellite s'étend pour effectuer le suivi de la situation. Il existe une coordination multisectorielle entre le secteur de la santé et les organismes traditionnels de réponse aux catastrophes, et la CDEMA soutiendra également l'acquisition d'éléments essentiels pour la région via la chaîne d'approvisionnement humanitaire de la COVID-19. En conclusion, Mme Riley a insisté sur l'importance d'être flexible et adaptable au cours de cette crise et d'assurer que les réalités genrées sont placées au premier plan des interventions.



Elizabeth Riley, directrice exécutive adjointe, CDEMA

« Une réponse de l'ensemble du gouvernement et de la société est absolument nécessaire pour aborder les questions de genre comme la pandémie de COVID-19... Il est important que les bureaux de genre soient présents à la table des conversations de niveau national. »

S'attaquer aux inégalités au travers de la prévention, de l'intervention et de la relance face aux catastrophes et aux crises

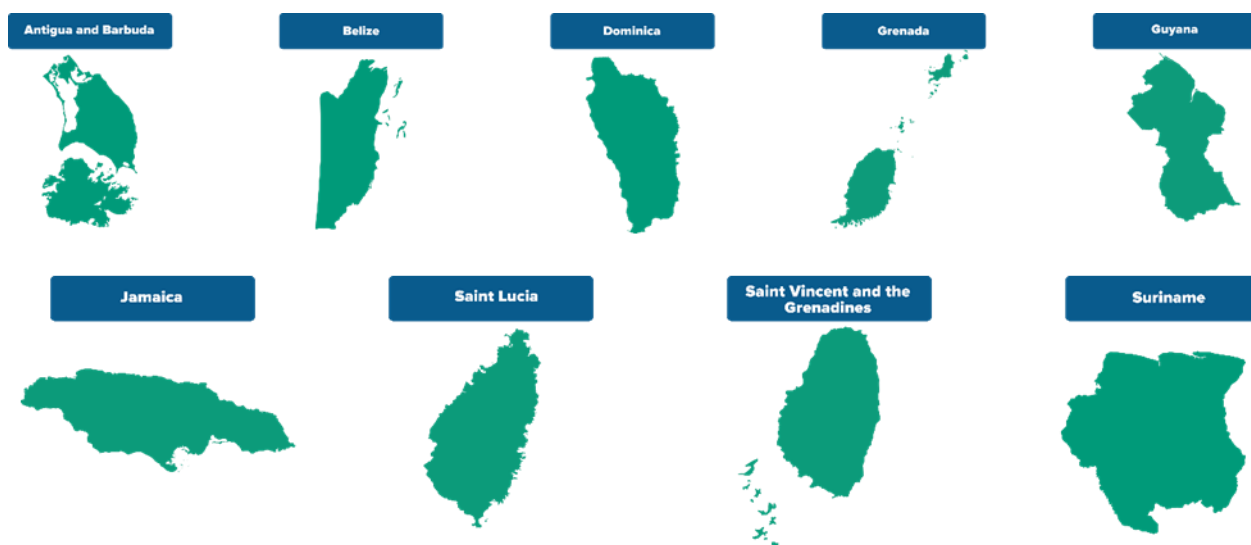
Le projet « Permettre une récupération en cas de catastrophe, une résilience climatique et environnementale sensibles au genre dans les Caraïbes » (EnGenDer) a été [présenté](#) par M. Massimiliano Tozzi, chef de projet EnGenDER pour le PNUD. Il a expliqué que le projet est en cours de mise en œuvre dans neuf pays des Caraïbes et vise à s'assurer que les actions de réduction des risques liés au changement climatique et aux catastrophes soient mieux informées grâce à une analyse des inégalités de genre, et que les décisions prises atténuent plutôt que d'aggraver les inégalités existantes. EnGenDER aborde de façon holistique les questions de l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, la récupération après la catastrophe, l'égalité des genres et le changement de comportement. Les principaux objectifs pour chaque facette incluent:



- ♦ **Changement climatique** : améliorer la résilience climatique pour les femmes, les filles et les personnes plus vulnérables en travaillant pour et avec elles de manière durable, tout en assurant une planète saine aux générations futures ;
- ♦ **Égalité des genres** : soutenir les mécanismes de promotion de l'égalité hommes/femmes en vue d'une analyse détaillée des inégalités de genre en matière de risques climatiques et des coûts associés dans les Caraïbes ;
- ♦ **Récupération après la catastrophe** : renforcer des approches de récupération et des solutions de promotion de la résilience sensibles au genre et inclusives ; et
- ♦ **Changement de comportement** : soutenir la mise en œuvre de stratégies de changement de comportement sensibles au genre pour concevoir et exécuter des plans d'action.

M. Tozzi a également attiré l'attention sur les efforts déployés par le projet pendant la pandémie de COVID-19. Le projet fournit des biens et services essentiels aux plus vulnérables et à ceux qui ont perdu leurs revenus d'emploi, tout en soutenant des initiatives qui luttent contre la violence sexiste.

EnGenDER Participating Countries



Ressources pour les parlementaires sur le changement climatique, l'égalité des genres et la réduction des risques de catastrophe

M. Jack Hardcastle de l'APC a évoqué la publication [Trousse d'outils parlementaire : un guide pour une action efficace contre le changement climatique](#), élaborée pour aider les parlementaires à être des acteurs plus proactifs dans l'agenda de l'environnement et du changement climatique en fournissant des éléments et des pistes pratiques et réalisables pour susciter un changement positif. La trousse d'outils met en lumière comment les PIED peuvent travailler ensemble pour avoir une influence sur l'agenda et les négociations internationaux sur le climat, comme le montre l'[Alliance des petits États insulaires](#). M. Hardcastle a souligné comment cet outil pourrait être utile pour que les parlementaires réfléchissent à la façon d'incorporer des considérations climatiques aux stratégies de relance économique post-COVID-19.

« Avec leurs politiques, les PEID et les petits États peuvent aussi démontrer à de nombreux égards comment des plans de relance économique ambitieux et inclusifs ou même des initiatives relatives au climat peuvent être réalisables et avoir un large impact régional sur l'ensemble du territoire. C'est important au niveau national, mais en outre, leur succès implique qu'ils peuvent constituer de bons exemples et des cas d'école sur la façon de transposer à grande échelle ces succès dans des territoires plus vastes. J'estime que c'est particulièrement pertinent en ce qui concerne le changement climatique et les politiques d'atténuation qui doivent être mises en œuvre par les plus gros émetteurs du monde. »



Jack Hardcastle, Assistant de programmes, APC



Andy Daniel (Sainte-Lucie), président de l'Assemblée législative et vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, a présenté deux publications de ParlAmericas :

[COVID-19 : Une analyse de l'agenda législatif et le centrage de l'égalité des genres dans les réponses législatives](#)

Rédigée en collaboration avec *Directorio Legislativo*, cette publication fournit un aperçu des agendas législatifs des parlements de toute l'Amérique latine et des Caraïbes pendant la pandémie, en portant une attention particulière aux questions sociales. Elle présente également les bonnes pratiques que les parlements et les parlementaires individuels peuvent adopter pour promouvoir l'égalité des genres en se fondant sur et en renforçant les différentes stratégies d'adaptation que les parlements emploient actuellement dans la région pour continuer à fonctionner pendant la pandémie.



JUILLET 2020

COVID-19 :
Le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements

UNE ANALYSE DE L'AGENDA LÉGISLATIF ET LE CENTRAGE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LES RÉPONSES LÉGISLATIVES



[Protocolo parlamentario para la reducción de riesgos de catastrofe y adaptación al cambio climático](#)

Développé en collaboration avec le Bureau régional d'Amérique latine et des Caraïbes des Nations-Unies pour la réduction des risques de catastrophe, le Protocole vise à soutenir les contributions du pouvoir législatif à la mise en œuvre du [Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe](#), un accord international adopté en 2015 pour préserver les gains en matière de développement face aux risques de catastrophe. Le Protocole fournit des outils pour aider les parlements à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation face au changement climatique.

Période de discussion : Partage de bonnes pratiques et d'expériences nationales

Les présentations informatives ont été suivies d'une période de discussion au cours de laquelle les participantes et participants ont partagé les bonnes pratiques mises en œuvre par leurs institutions respectives. Ils ont tiré des leçons des expériences des autres pays et partagé quelques approches adoptées pour faire face à la crise de la COVID-19. Les participantes et participants ont noté le lourd impact économique de la pandémie et les niveaux croissants d'endettement de la région des Caraïbes, qui auront une grave incidence sur les efforts de résilience déployés pendant la saison des ouragans. Dans ce contexte, ils ont insisté sur la nécessité d'actualiser les réglementations concernant l'aide au développement officielle, car celles-ci peuvent empêcher les pays ayant un réel besoin (par ex. se récupérant suite à une catastrophe) d'accéder aux dons et ressources concessionnelles.

Après cette discussion fructueuse, la réunion s'est achevée par les discours de l'honorable **Chester Humphrey** (Grenade), président du Sénat et vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur l'égalité des genres de ParlAmericas, et de Mme **Tonni Brodber** du MCO d'ONU Femmes. Dans ses commentaires, le président Humphrey a mis l'accent à la fois sur les impacts actuels réels de la COVID-19 en Grenade et notamment ses conséquences disproportionnées pour les femmes, ainsi que les effets à long terme psychologiques et autres que devrait avoir la crise. Mme Brodber a insisté sur la nécessité urgente d'une action collective dans les Caraïbes en vue d'une planification de la résilience de long terme, holistique et sensible au genre. Elle a expliqué que cela contribuera à atteindre les Objectifs de développement durable et à réduire les inégalités sociales, afin que les Caraïbes soient mieux préparées pour gérer toute catastrophe future, qu'il s'agisse d'une pandémie ou d'un ouragan.

L'honorable **Chester Humphrey** (Grenade), président du Sénat et vice-président du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas



« Nous avons dû réaffecter des crédits budgétaires pour consacrer un montant considérable à la santé. Comme mentionné, cette catastrophe a des effets négatifs plus forts sur les femmes, notamment dans le secteur touristique, où environ 65 % des employés sont des femmes. La très grande majorité de nos hôtels sont fermés ; aucun n'a été capable de survivre à la saison touristique ; à cela s'ajoutent les petites et microentreprises et les chauffeurs de taxi. De plus, les travailleuses et travailleurs de première ligne sont en majorité des femmes, comme dans d'autres domaines liés. Les femmes sont disproportionnellement affectées, notamment dans les plus petites économies. »

Tonni Brodber, représentante adjointe du Bureau multipays pour les Caraïbes d'ONU Femmes, réfléchissant sur un [billet](#) de blog de l'auteure et activiste Adrienne Maree Brown



« [J'ai lu plus tôt aujourd'hui une publication qui] avançait que la véritable pandémie est la suprématie, et je souhaite modifier cette formule en disant que la véritable pandémie est l'inégalité. L'inégalité peut prendre sa source dans la race, le genre, la classe, les capacités, l'âge, l'accès ou toute autre chose, mais si nous pouvons lutter contre cette véritable pandémie de l'inégalité, nous serons mieux à même de gérer... tout ce qui se présente à nous. »

« Les impacts de la pandémie sont différents pour les femmes et les hommes canadiens et, comme nous l'avons mentionné, varient en fonction de l'âge, de la localisation, des origines indigènes, de l'emploi et de l'état d'handicap. Par exemple, les femmes représentent 82 % des travailleurs du système social et sanitaire au Canada. Par conséquent, elles pourraient être plus exposées que leurs pairs masculins... En outre, depuis le début de la pandémie, de nombreux individus ont subi un alourdissement des tâches liées aux soins des enfants et des personnes âgées, à la scolarisation à domicile et aux responsabilités domestiques. Les femmes qui, au Canada comme dans la plupart des pays, consacraient plus de temps que les hommes au travail non rémunéré avant la pandémie sont disproportionnellement affectées par cet alourdissement. »



Député **Marc Serré** (Canada), membre du conseil de ParlAmericas

Dre **Jacinta Higgs** (Bahamas), directrice du Département des Affaires de genre et familiales



« Alors que nous sommes aux prises avec les chocs de la COVID-19 et les nouvelles vagues de cas qui se produisent, nous reconnaissons qu'une approche globale et sensible au genre est nécessaire. Et ainsi, comme les PEID et les autres pays de la CARICOM, nous formons actuellement un panel intergouvernemental sur le changement climatique dans notre pays. L'Université des Bahamas mène nos initiatives sur le changement climatique conjointement avec le ministère de l'Environnement. Le cabinet lui-même dispose d'une plateforme *Se mettre au vert* où nous nous efforçons d'éliminer l'usage du papier afin de montrer notre respect de l'environnement. »

Considérations clés

- Des facteurs socialement déterminés et d'autres caractéristiques identitaires ont une influence sur la vulnérabilité des individus aux catastrophes et aux autres situations de crise.
- Il est nécessaire de collecter des données désagrégées et de les utiliser pour informer les décisions politiques en reconnaissant les différences en termes de besoins, capacités, risques de catastrophes et impacts des catastrophes et du changement climatique sur les populations, notamment sur les femmes et les filles.
- Une budgétisation sensible au genre est un outil important pour s'assurer que la résilience aux catastrophes est atteinte en pratique pour toutes et tous.
- Une participation équitable en termes de genre est nécessaire dans la planification, l'intervention et la prise de décision face aux catastrophes.
- Les pays peuvent mettre en place pour l'avenir des plans de gestion des catastrophes qui incluent les risques biologiques/liés à la santé, et pas seulement les risques naturels/hydro-météorologiques.
- Faire face à des risques multiples en même temps (par ex. la COVID-19 et la saison des ouragans) exige une collaboration accrue entre les unités d'intervention traditionnelles et le secteur de la santé. Des EPP et des produits d'assainissement, y compris de l'eau, seront nécessaires dans les refuges, ainsi que l'adhésion aux protocoles de distanciation sociale.
 - ⇒ Parmi les réponses aux catastrophes sensibles au genre, on peut citer : des protocoles qui tiennent compte des besoins des femmes et des filles, des formations abordant spécifiquement des considérations de genre, la garantie de la présence de personnel d'intervention féminin, la protection des femmes face aux situations d'exploitation, la fourniture de services qui satisfont les besoins sanitaires et reproductifs des femmes, et une distribution inclusive des secours.
- La COVID-19 peut être vue comme une opportunité de renforcer la résilience en s'assurant que les cadres de gestion des catastrophes incluent des considérations de genre, que les biais et injustices systémiques soient remis en cause et que les économies intègrent des valeurs sociales et environnementales.

Pays participants



Bahamas



Dominique



Jamaïque



Suriname



Barbade



États Unis



Saint-Christophe-et-Niévès



Trinité-et-Tobago



Belize



Guyane



Sainte-Lucie



Royaume-Uni



Canada



Grenada



Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Canada



Cette réunion a été organisée en collaboration avec le Bureau multipays pour les Caraïbes d'ONU Femmes, et a été possible en partie grâce au soutien généreux du le parlement de Sainte-Lucie et le Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

ParlAmericas Podcasts

Retrouvez ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour écouter les sessions de nos rencontres.



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

